

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** J'ai répondu honnêtement à toutes les demandes de renseignement du député.

**Une voix:** Cela commence à vous énerver, n'est-ce pas?

**M. Skelly:** Monsieur le Président, dans une déclaration ronflante, le ministre des Pêches a prétendu que tous les détails de cette affaire étaient entre les mains du premier ministre. On nous a donné sept versions possibles de la façon dont elle aurait dû aboutir chez le premier ministre. Le premier ministre ne considère-t-il pas qu'il a sacrifié le ministre des Pêches pour couvrir ses arrières?

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Pas du tout.

#### LES RENSEIGNEMENTS CONNUS DU PREMIER MINISTRE

**M. George Baker (Gander-Twillingate):** Plus on écoute les questions et les réponses, monsieur le Président, et plus on est porté à conclure que le premier ministre était au courant de cette affaire bien avant le moment qu'il a indiqué.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker:** Était-il aveugle, sourd et muet?

**Une voix:** Non, bête, tout simplement.

**M. Baker:** Je pose ma question au premier ministre. Étant donné les questions posées aujourd'hui à la Chambre et les renseignements diffusés ces derniers jours, peut-il déclarer aujourd'hui en toute honnêteté qu'il ne savait rien, absolument rien de cet incident avant ce mardi soir-là?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Oui, monsieur le Président, et quiconque affirme le contraire peut aussi bien mettre son siège en jeu, car c'est faux.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Votre cote de maille n'est donc pas sans défaut, Brian?

#### ON INTERROGE LE PREMIER MINISTRE

**M. George Baker (Gander-Twillingate):** Le véritable scandale, monsieur le Président, c'est que le premier ministre ignore...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** J'invite les ministériels à laisser parler le député. J'invite par ailleurs celui-ci à poser immédiatement sa question.

**M. Baker:** Comme le bureau du premier ministre compte un effectif de 120 personnes, soit une augmentation de 54 p. 100...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Je prie le député d'en venir immédiatement à sa question.

**M. Baker:** Ma question est tout simple, monsieur le Président. La voici: Ne pensez-vous pas que vous auriez dû le savoir?

#### Questions orales

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gauthier:** Qui est le grand patron?

\* \* \*

#### LES DOUANES ET L'ACCISE

##### LA RÉDUCTION PROJETÉE DU NOMBRE D'EMPLOIS AU SERVICE DE L'INSPECTION

**M. Bill Attewell (Don Valley-Est):** Ma question s'adresse au ministre du Revenu national et a trait à la réduction projetée du nombre des emplois au service des douanes et de l'accise au cours des cinq prochaines années et à la centralisation prévue de l'inspection des colis expédiés de l'étranger. Certains Canadiens craignent que cette décision ne facilite l'importation au Canada de pornographie et de drogues illicites. Le ministre peut-il dissiper les craintes des députés et des Canadiens à ce sujet?

**L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question fort intéressante et pertinente et je tiens à lui assurer que cette compression des effectifs dont il a été question est loin d'être aussi importante que celle dont on a parlé dans les journaux. Cette réduction ne change absolument rien à la capacité du ministère d'exercer son mandat avec vigilance et d'empêcher les importations interdites. Cette compression a pour objet de rationaliser le service et d'en améliorer la prestation et le rendement en matière de paiements des droits de douane, et elle ne nuit en rien à la capacité du service de faire observer ses règlements.

\* \* \*

[Français]

#### LES PÊCHES

##### L'«AFFAIRE DU THON»—ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DE DEUX FONCTIONNAIRES

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur le Président, je désire poser une question au premier ministre.

Tout le monde sait maintenant que Ian Anderson, le chef des communications, et Pat McAdam, un ami de longue date et conseiller du premier ministre, étaient au courant de l'«affaire du thon» vers la fin du mois de juillet. Mais curieusement, ni Anderson, ni McAdam n'ont été mis à la porte.

Ma question est la suivante, monsieur le Président. Faut-il en conclure maintenant qu'ils ont bien fait leur travail et informé le premier ministre sur l'«affaire du thon», sinon, le premier ministre étant responsable de son personnel, tout comme les autres ministres, pourquoi ne les a-t-il pas mis à la porte? Pourquoi ne pas les avoir aussi congédiés quand le ministre des Pêches et Océans était mis à la porte?